

La Cour suprême des États-Unis autorise chaque État à interdire l'avortement : plus de vingt États devraient rapidement le faire



[Source : medias-presse.info]

La Cour suprême des États-Unis a finalement rendu sa décision dans l'affaire Dobbs c. Jackson Women's Health Organization, confirmant l'interdiction de l'avortement de 15 semaines dans le Mississippi, annulant l'arrêt Roe v. Wade.

Le juge Samuel Alito a rendu l'avis de la Cour, qui a été rejoint par les juges Clarence Thomas, Neil Gorsuch, Brett Kavanaugh et Amy Coney Barrett. La décision déclare Roe v. Wade « manifestement dans l'erreur depuis le début ».

« Son raisonnement était exceptionnellement faible et la décision a eu des conséquences néfastes », a écrit Alito. « La Constitution ne fait aucune référence à l'avortement, et aucun droit de ce type n'est implicitement protégé par une disposition constitutionnelle. »

La vie gagne !

Le juge en chef John Roberts a écrit une opinion concordante déclarant qu'il n'aurait pas annulé Roe mais aurait laissé l'interdiction du Mississippi en place. Les trois personnes nommées par les démocrates de la Cour ont exprimé leur dissidence.

Le fait que la décision finale d'annuler l'arrêt Roe v. Wade soit restée ferme malgré des mois de pression de la gauche reflète l'engagement de la majorité des juges envers le principe énoncé en mai par le juge conservateur Clarence Thomas, selon lequel « nous ne pouvons pas être une institution qui peut être victime d'intimidation ».

La décision a des conséquences gigantesques, à la fois immédiates et à long terme. Plus de vingt États ont actuellement des lois en vigueur qui interdiront effectivement l'avortement à l'intérieur de leurs frontières après l'annulation de l'arrêt Roe v. Wade.

Le débat va s'ouvrir dans d'autres États. Les pro-vie au Congrès peuvent également désormais demander une interdiction nationale de l'avortement .

C'est là que réside l'une des plus grandes conséquences à long terme de la décision : le camp pro-vie peut désormais peser de façon spectaculaire dans la vie politique des États-Unis et demander des comptes aux élus qui ne pourront plus se retrancher derrière l'arrêt Roe v. Wade pour justifier leur inaction.

Ce qu'ils font des avortés